



LE THÉÂTRE DANS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES CONTEMPORAINES

ARTICLE ORIGINAL

JUNIOR, Jorge Luiz Machado ¹

ESTEVES, Alejandra Luisa Magalhães ²

JUNIOR, Jorge Luiz Machado. ESTEVES, Alejandra Luisa Magalhães. **Le Théâtre dans les institutions publiques contemporaines**. Revista Científica Multidisciplinar Núcleo do Conhecimento. An 05, Ed. 01, vol. 01, pp. 58-86. janvier 2020. ISSN: 2448-0959, Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/administration-des-affaires/le-theatre>

RÉSUMÉ

Le droit et les arts de la scène sont ensemble depuis des siècles. Les tragédies grecques dépeignaient les affaires présentées devant les tribunaux démontrant un lien étroit entre les deux. Au fil des ans, les pièces reflètent souvent les incohérences des décisions judiciaires ou des lois appliquées injustement ou inefficacement. Les arts de la scène sont utilisés pour aider le droit de premier cycle à vivre l'expérience de la profession grâce à la simulation de tribunaux, de moniteurs où il y a un besoin de mise en scène. Cependant, il est souligné que l'intention est de préparer l'élève aux diverses situations que l'élève peut traverser l'exercice de ses activités. Dans ce contexte, les institutions publiques et leurs particularités sont observées. Celles-ci présentent une image usée face aux problèmes auxquels sont actuellement confrontés, tels que la

¹ Baccalauréat en administration publique 7e période et Technologue en gestion publique.

² Doctorat en programme d'études supérieures en sociologie et anthropologie. Maîtrise en histoire sociale. Spécialisation dans l'histoire de l'Afrique et noir au Brésil. Diplôme d'histoire.



corruption et l'inefficacité managériale qui sont abordées plus en profondeur dans la recherche de solutions possibles à la lenteur de la prestation des services. Enfin, il est à noter qu'il est possible de corréler le théâtre et les institutions publiques pour élucider le rôle de ses acteurs dans la gestion des services fournis.

Mots-clés: théâtre, institution publique, lenteur.

1. INTRODUCTION

Le théâtre et le droit vont de pair dans ses différents domaines d'activité. Dans certains cas, les arts de la scène peuvent aider les élèves devant le juge à exposer leurs locaux.

Le terme théâtre a une fondation théatron *etymologique grecque*, qui configure l'art où un acteur ou un groupe d'acteurs représente une histoire pour un public dans un endroit donné.

Le théâtre est originaire de la Grèce antique au IV^e siècle av. J.-C. à la suite de festivals pour louer le Dieu de la joie et de la fertilité, Dionysos. Les arts de la scène n'étaient représentés que par des hommes avec de grands masques, parce que les femmes n'étaient pas considérées comme faisant partie de la société. Aussi en Grèce est venu deux volets de la comédie de théâtre et la tragédie.

Faire un bref parallèle sur les organismes publics et les arts de la scène peut se référer au film "The Time Breakdown" où le réalisateur Santiago Dellape dépeint la vérité des institutions publiques brésiliennes avec peu d'employés ou avec des acteurs de soutien, connu sous le nom de "apones". Bien qu'il ne s'agit pas d'une pièce de théâtre, il convient de souligner l'importance de l'œuvre par son caractère actuel et critique.

Le long métrage se déroule dans les années 1980, à Brasília. L'Office Public chargé d'enregistrer les inventions et les brevets présente la lenteur dans l'exécution de ses services, lorsqu'une machine arrive, avec un aspect d'horloge de point qui permet un voyage dans le temps à la recherche d'une meilleure utilisation service public, qui est considéré comme négligent et désintéressé. Cependant, il est nécessaire de souligner



que les obstacles bureaucratiques inhérents au système entravent la continuité du spectacle. Les vieilles pièces tragiques mettaient en vedette des thèmes liés à la justice et aux normes.

Des révolutions qui se sont produites en Europe aux XVIIe et XIXe siècles et de l'érosion de la bourgeoisie, les pièces ont subi des influences du moment historique et présentent un caractère plus individuel qui perd leur nature sociale.

Les influences du mouvement romantique ont apporté aux morceaux la devise de la révolution Française : fraternité, égalité et liberté. Au XXe siècle, le théâtre devient un outil de société pour le débat et la critique, sans grande attention les allégories des scénarios et des costumes, avec l'intention de clarifier la réalité sociale.

Selon Teixeira (2018), il existe des preuves que les théâtres sont originaires de la Grèce antique à l'inspicien des tribunaux et ont également été utilisés pour représenter l'organisation judiciaire, permettant au peuple de juger ses criminels à travers leurs mises en scène. Il clarifie à travers les mots de Jennifer Wise, professeur d'histoire du théâtre à l'Université de Victoria, qui reflètent à la fois la « démocratie en action » et fournissent une évaluation des normes juridiques avec les expériences concrètes de la société.

Ainsi, le but de cet article est de proposer une réflexion sur le lecteur sur le sujet. Les arts de la scène utilisés depuis son origine jusqu'à nos jours comme un outil de critique sociale et de sensibilisation politique, visant également à intervenir dans le droit à l'élaboration et à la modification des lois pour la société et dans le développement des serveurs qui représentent l'évolution des institutions publiques contemporaines.

Actuellement, l'art est un langage universel qui persiste à présenter les aspects frappants de la société. L'interprétation favorise la connaissance de la dynamique innovante et différente de la vie quotidienne de l'interprète. Il est impératif de mettre en évidence l'articulation entre le théâtre et les entités publiques afin d'identifier et de familiariser les concepts et les fonctions en employant à la légère, mais critique l'inefficacité qu'ils présentent.



2. INSTITUTIONS PUBLIQUES

Les institutions ont été conçues, dans l'ancienne loi romaine avec le plan d'exécuter la volonté du fondateur, la réalisation de ses objectifs. Dans le bas empire romain, par l'idéologie chrétienne qui a prêché la charité a émergé les fondations originales. En comprenant la théorie individualiste dans la vision de Bobbio (1992), les hommes possèdent les droits et les bénéficiaires de ces droits, dans les fondations, sont ceux dont elle est originaire.

À l'époque médiévale, les fondations agissaient avec le soutien de l'Église et avaient un caractère public qui était réduit à l'origine des nations contemporaines et à la pertinence inhérente au droit civil.

Le décret-loi no 200/67 établissait que les fondations étaient semblables à celles des sociétés ouvertes et incorporaient l'administration publique indirecte. D'autres décrets ont par la suite remis en question le positionnement des entités publiques dans le cadre de l'administration indirecte.

Décret-loi no 2 299/86, ajoutant le paragraphe 2, il a formulé les institutions dans la liste de l'administration indirecte à celles générées, avec l'intention de les souder à des outils et des lignes directrices pour l'inspection, le contrôle et la gestion financière, en plus du plan de carrière établi par la loi no 5,645/70. Avec l'avènement de changements, par la loi, les fondations ont présenté une nature juridique principalement publique parce qu'ils n'adoptent pas plusieurs lois civiles. Dans cette règle, les entités n'étaient soumises au Code civil qu'en fonction de la forme de la constitution.

La littéralité constitutionnelle différenciait les fondations publiques et privées. Avec l'avènement de la modification constitutionnelle no 19/98, elle n'a plus utilisé l'expression fondement public, les modifications précisent que la Constitution ne distingue donc pas les normes de la Magna Carta qui englobent tous les types de fondement.



Art. 5o Aux fins de cette loi, il est réputé :

IV - Fondation publique - l'entité ayant une personnalité juridique de droit privé, à but non lucratif, créée en vertu d'une autorisation législative, pour le développement d'activités qui ne nécessitent pas l'exécution par des organes ou des entités de droit public, avec l'autonomie administrative, l'équité gérée par les organes de gestion respectifs et l'exploitation financée par les ressources de l'Union et d'autres sources (BRASIL, 1988, p. 13)

Les entités de droit public proviennent du droit tandis que celles du droit privé sont générées par autorisation légale, comme présupposés du droit civil. Les deux, l'acquisition de droits et d'obligations en leur propre nom. Selon la Cour suprême dans l'Action directe de l'inconstitutionnalité 191/RS dans laquelle le rapporteur était ministre Carmen Lucia. Les formes créées par les fondations diffèrent du public, des fondations privées en raison de la propriété et de la nature des services fournis (ADMIN, 2008).

En ce qui concerne les règles d'administration, les entités publiques d'administration indirecte respectent les règles d'administration publique adaptées à leur personnalité, qui est publique ou privée. (CARVALHO FILHO, 2009).

De cette façon, il élucide l'art. 37 de la Magna Carta:

Art. 37. L'administration publique directe et indirecte de l'une ou l'autre des puissances de l'Union, des États, du District fédéral et des municipalités respectera les principes de légalité, d'impersonnalité, de moralité, de publicité et d'efficacité ainsi que les suivants :

XIX - ce n'est que par une loi spécifique que l'institution de l'entreprise publique, de l'économie mixte et des fondations peut être créée, avec la loi complémentaire, en l'occurrence, définissant les domaines de ses opérations. (BRASIL, 1988, p. 36 -37).



Par conséquent, les organismes publics peuvent être composés d'autorités publiques ayant des capitaux, en totalité ou partiellement publics, supervisés par la gestion publique, avec la possibilité d'auto-administration dans les limites de la norme.

Les biens des organismes de droit public sont qualifiés de bien public protégé par tous les privilèges, comme l'inexsurabilité des biens. Les biens des institutions de droit privé ne conviennent pas en tant que biens publics.

Les changements constatés dans le champ d'application de la gestion publique au Brésil peuvent être identifiés dans la recherche de la revitalisation des actions de l'État, dit-on, l'amélioration de la performance des services fournis, ainsi que la genèse de nouvelles lignes directrices dans la relation avec le (MOTTA, 2007). Cependant, la mise en œuvre de ces changements souffre du maintien des aspects classiques de l'administration publique. Comme une pièce qui est longtemps exposée avec une grande acceptation par le public, où les acteurs veulent changer le script, improviser, mais l'auteur ne le permet pas.

Auparavant, le régime juridique adopté par les responsables de ces fondations serait le même, comme l'indique l'art. 39 des FC, qui ont établi le régime juridique unique. Avec l'avènement de la CE no 19/98, ce système a été éliminé et le régime du personnel est devenu celui utilisé par la personne fédérative établie par la législation. Les deux entités ont une responsabilité objective, parce que l'art. 37, no 6 de la Constitution élucide (BRAZIL, 1988).

La culture organisationnelle est un élément pertinent pour comprendre le rendement des organisations, surtout après les interventions. Cette proposition vise à redéfinir les omissions et les actions de l'État et à apporter des changements significatifs dans la gestion des entités publiques, selon Silva et Fadul (2010).

La crise à laquelle est confronté l'État et la crédibilité de ceux qui gèrent diverses organisations publiques ont nécessité une reconstruction interne pour assurer la propriété des contrats, en plus d'aider à la coordination économique sur le marché et de réduire les inégalités Sociales. Ce plan vise à permettre aux gestionnaires de



prendre des décisions affirmées et que les services, directement ou indirectement subordonnés à celui-ci, fonctionnent plus efficacement.

La mondialisation a rendu pertinent la redéfinition de vos tâches. Auparavant, l'incorporation mondiale des marchés et des modes de production, les États avaient comme objectif de base la sauvegarde de leurs économies de concurrence internationale. Après le processus de mondialisation, l'État ne pouvait pas maintenir cette position, mais adopter un système économique interne fort qui le rend compétitif sur le plan international.

A ces éléments s'ajoute le grand revers social généré par le gouvernement néolibéral, puisque nous sommes confrontés à l'État post-démocratique, où tout devient marchandise et où les décisions politiques sont prises par la direction des grandes sociétés transnationales, marchés, entre autres. Ainsi, les entités publiques n'exercent pas leurs fonctions de manière globale si elles n'agissent pas dans les limites des désirs du néolibéralisme, ce qui démontre leur mépris pour les processus de légitimation populaire, ainsi que leur profonde implication dans le capital financier.

La différence entre un plan de réforme néolibéral et un plan social démocratique est dans l'objectif. Dans le premier, l'État est cherché à se retirer de l'économie, tandis que dans la seconde l'intention est d'accroître la gouvernance de l'État.

Comprendre la nature de la crise et l'indispensable nécessité de mettre en œuvre la réforme dans l'État s'est produit d'une manière imprévue et controversée. Le pays a connu une période de cristallisation du revenu par habitant de 1979 à 1994 et d'une inflation profonde.

Ce qui a causé cette crise dans l'économie a été la crise d'État, qui persiste jusqu'à aujourd'hui, malgré les efforts pour y mettre fin. La dépression initiée en 1979 a été générée par la deuxième crise pétrolière, qui est identifiée par le manque de capacité de l'État à structurer le système économique pour faire intégrer le marché. Cette crise se définit comme une résection de plusieurs fronts : fiscal, politique, méthode



d'ingérence de l'État, de l'administration de l'État. Avec l'avènement du Plan royal en 1994, les prix se sont stabilisés en favorisant la reprise de la croissance économique.

L'instabilité politique a présenté trois périodes, selon Pereira (1996) : une crise du système militaire ; et une crise morale, qui a abouti à la destitution de Collor; l'instabilité de la méthode d'intervention, élargie par la mondialisation économique mondiale, a été nuancée par l'affaiblissement du mode protectionniste d'échange d'importations, qui a été démontré en l'absence de compétitivité d'une grande partie des entreprises Femmes brésiliennes; il est apparu dans l'incapacité de rapprocher le Brésil des modèles sociaux-démocrates européens.

La Constitution de 1988 a porté la gestion administrative à l'opposé : une intense rigidité bureaucratique. Les résultats sont des coûts élevés et une qualité réduite de la gestion administrative brésilienne.

Cette réforme visait à mettre en œuvre de meilleures conditions d'application des lois et des politiques publiques et à rendre les activités exclusives de l'État plus qualifiées, par le biais du passage des municipalités en « organismes autonomes », ainsi que la modification des services sociaux concurrentiels organisations sociales.

Dans l'État, il n'y a pas eu de nouveaux appels d'offres publics, puisque des calculs ont été présentés où il y avait plus de serveurs inactifs que d'actifs (MOTTA, 2007). Pendant ce temps, avec une réduction des ressources humaines, l'État était à la merci de la crise budgétaire. Selon (BRASIL, PDRA, 1995, p.26) « La rigidité de la stabilité assurée aux fonctionnaires empêche l'adéquation du personnel aux besoins réels du service, et rend difficile la collecte du travail ».

La procédure monétaire de l'Union est définie par asymétrie, car au Brésil il n'existe pas de système de rémunération normalisé. La planification de la réforme a été inspirée par l'administration britannique et visait à trouver une nouvelle norme de gestion publique, basée sur la demande d'un plus rapide en mettant l'accent sur les résultats, le public et le contrôle social.



Le règlement fiscal sera atteint par : l'exonération des serveurs excédentaires, la délimitation du plafond salarial des employés, et la modification du processus de retraite, avec l'augmentation du temps de service, et l'âge minimum de la retraite, avec un temps minimum de service et la valeur proportionnelle à la contribution.

La modernisation de la gestion publique est présentée comme une conséquence du plan de réforme qui visera à renforcer le centre stratégique de l'Etat et à déconcentrer la gestion publique par l'introduction d'autres centres contrôlés par des contrats de gestion. Ce plan tente de redynamiser la compétence administrative centrale et d'offrir l'autonomie aux agences et aux organisations sociales. Pour réussir avec l'introduction de la Réforme, l'engagement de tous les acteurs et réalisateurs impliqués dans tous les domaines dans leurs prérogatives spécifiques est impératif.

Il convient de refléter la façon dont ces idées sont acceptées et utilisées dans la routine des organismes publics. Comme l'explique Motta (2007), l'administration publique est en corrélation avec la célèbre culture et de telles réformes ne peuvent pas interrompre ce lien immédiatement. Dans ce contexte, il ajoute que le patritisme et le personnalisme persistent et guident les conventions de préservation des coalitions de pouvoir et de sauvegarde des objectifs des collectivités préférentielles.

Grâce à l'expérience conjointe des équipes d'organisations sont des conclusions sur les problèmes courants de l'entreprise, parce qu'ils sont des modèles partagés et des opinions qui établissent le modus opérationnel. Ces modèles et opinions communs forment la culture organisationnelle (MOTTA, VASCONCELOS, 2006).

La prémeemence de produire un concept positif est devenue le principal fondement des administrations qui cherchent à atteindre la qualité. Au lieu d'investir dans la restructuration de l'appareil public gouvernemental ou dans des projets et services, une grande quantité de ressources pour dissimuler la réalité de la corruption, de la ferraille, du népotisme est versée. L'inefficacité les soutient et les couvre depuis le début des entités publiques brésiliennes. (SCHAUN, 1986).



Les activités intrinsèques de l'État, dit-on, la prérogative de légiférer et de taxer, est effectuée et englobe la police, les forces militaires, les organismes de surveillance et de réglementation, et les organismes chargés de l'affectation des ressources.

Des services non particuliers, que l'État exerce et/ou parraine parce qu'ils les jugent extrêmement pertinents pour les droits de l'homme ou couvrent les économies extérieures.

Enfin, dans chaque secteur, il faut analyser le type de nature et le type de gestion publique qui convient le mieux.

La complexité inhérente aux institutions et à la réforme est une question qui nécessite une analyse de divers points de l'histoire du pays. Il ne s'agit pas d'une simple question administrative de dégradation des entités publiques et, pour comprendre ce processus, trois raisons doivent être analysées, à savoir : la culture brésilienne; corruption inhérente au gouvernement et l'incapacité managériale de l'appareil public du gouvernement.

2.1 FACTEURS DE DÉGRADATION DES INSTITUTIONS PUBLIQUES

a. Culture brésilienne

Nelson Werneck Sodré (1996) révèle dans son ouvrage "Synthèse de l'histoire de la culture brésilienne" que les premiers cultes du pays étaient les jésuites. Dans l'enseignement religieux, les enseignements ont été transmis avec l'objectif essentiel de la catéchèse. Après de nombreuses années à suivre ce système, la réforme Pombaline est générée par la nécessité de l'interdiction des jésuites, qui ne conduit pas à l'élaboration d'une nouvelle méthode éducative et bénéficie au déclin de l'enseignement au Brésil. Les prêtres et les aumôniers étaient les seuls à avoir des connaissances, mais sans fondement pédagogique. Le processus éducatif était pour quelques-uns et la conclusion a généralement eu lieu dans les pays européens.

La culture, selon Sodré (1996), visait à obtenir le diplôme, et non la connaissance, et délibérait sur le fait que ses étudiants seraient des prédicateurs, des cultes et des



génies et qu'ils aspiraient ainsi à des professions libérales et des emplois publics. La culture des Indiens et des Noirs était constrictive et ceux-ci n'étaient pas autorisés à apprendre, un fait qui empêchait leurs avancées. Cette divergence entre l'abstraction politique avancée et le retard de l'environnement a démontré le point de désorientation culturelle inhérent aux peuples ayant des antécédents coloniaux.

La conséquence de ces faits a été une école primaire médiocre de la part de l'État et un lycée relégué à des organisations privées, qui a présenté le caractère financier et intangible aux classes les plus humbles de la population. Au milieu du XX^e siècle, le Brésil a un taux d'analphabétisme de 7 % chez les personnes âgées de 15 ans ou plus, selon les données de l'IBGE (OLIVEIRA, 2018). Un indice encore très éloigné de ceux présentés par les pays développés et certains en développement, comme la Corée, qui en 45 ans a pratiquement éradiqué l'analphabétisme et mis 82% des jeunes à l'université. (MAZILLI, 2011).

Nelson Sodré (1996) présente une analyse pertinente sur l'ingérence des médias dans le processus éducatif de la population :

Notre peuple[...] est toujours accusé par le faible niveau; les explorateurs commerciaux et idéologiques des médias de masse ne seraient que des victimes de ce goût populaire incorrigible; En fin de compte, ils ne font que fournir ce qui leur est imposé par les exigences de ce mauvais goût. Cette imposture atteint les limites de la dérision, quand on sait que la vérité est très différente : le public accepte et cherche le meilleur. (SODRÉ, 1996, p.79).

Compte tenu de ce panorama de l'ignorance, il semble peu probable que la population brésilienne combatte les délibérations du système, cependant, les politiques publiques visant à contribuer à l'entrée des classes les moins favorisées dans l'enseignement supérieur et les changements scolaires à l' cole primaire et secondaire, ils visent à équilibrer l'équilibre des connaissances pour tous.



Alors qu'en d'autres temps, la presse a agi comme la conscience de la population, maintenant le peuple question ne se pose pas en question et se rebellent contre la presse, peut-être par l'avènement de l'Internet, mais surtout à l'éveil de la connaissance.

b. Corruption

La corruption est un problème courant dans tous les médias et est présentée comme l'un des facteurs qui conduisent à la détérioration de la réputation des entités publiques. De même, les études sur le sujet se sont développées et, pour la plupart, la considèrent comme une question morale. Bezerra (1995), dans son ouvrage "Corruption: a study on public power and personal relationships in Brazil" conceptualise la corruption comme un "phénomène de nature structurelle, enraciné dans notre formation sociale, à nos habitudes et coutumes".

Les dénonciations de la corruption ont été plus fréquentes et sont dépeintes par les médias comme une crise éthique. Il est nécessaire, pour résoudre le problème, d'établir des normes morales plus strictes et plus éthiques (BEZERRA, 1995).

L'auteur associe la corruption et les relations personnelles et les réseaux. Selon lui, les liens d'amitié, de parenté ou de favoritisme sont des propulseurs pour justifier des actes de corruption.

Stukart (1988) a souligné ce lien entre les actes de corruption face aux relations sociales : « Sans aucun doute, les privilèges et les gérances moralement apocryphes sont aussi un moyen de corruption. » Bezerra (1995) complète :

Il ne s'agit pas enfin de faits exceptionnels, mais de pratiques routinières. Il convient également de noter qu'une observation rapide des allégations de corruption au cours des dernières années permet de constater que la conduite ainsi désignée n'est pas exclusive à une période, mais qu'elle a reproduit et traversé différents groupes politiques et gouvernements (BEZERRA, 1995, p. 186).



L'auteur précise que la corruption fait partie de la culture de la population brésilienne et que, même ceux qui s'opposent à ces pratiques, lorsqu'ils atteignent le statut, favorisent les relations personnelles.

[...] nous lisons presque tous les jours dans les journaux et les magazines des cas de corruption, mais rarement lu sur l'indemnisation des dommages et / ou la punition des corrompus, donnant l'impression que nous souffrons d'un syndrome d'impunité, conduisant certains à conclure que vraiment «crime paie. (STUKART, 1988, p.52).

Ces actes sont progressivement plus exposés à la société et contribuent à l'image de la précarité de l'ensemble du système gouvernemental. Pour changer ce cadre, l'attitude de la société dans la confrontation contre la corruption est impérative. L'effort social constant et la condamnation des corrupteurs peuvent apporter des changements majeurs pour réduire, voire éradiquer la corruption dans le pays (STUKART, 1988).

L'auteur ajoute : « Le Code d'éthique, créé en fonction de la nécessité de survivre d'un groupe, a besoin de sanctions et de sanctions, de sorte qu'il ne s'agit pas seulement d'un tas de simples mots vides de sens. La négligence dans leur application déterminera leur disparition progressive. (STUKART, 1988).

Selon des données récentes de l'Institute of Transparency International, le Brésil s'est classé au 96e rang des pays les moins corrompus au monde, perdant 17 postes par rapport à l'étude précédente. La plupart des territoires considérés comme plus corrompus vivent dans un système politique dictatorial ou présentent des conflits religieux et de mauvaises conditions de vie de la population. (EXAME, 2018)

c. Incapacité de gestion

Il est important d'organiser l'Etat pour qu'il abandonne les systèmes bureaucratiques du passé afin qu'il puisse établir des méthodes de gestion qui établissent dans le comportement du travail public des concepts impératifs de qualité, de productivité et de responsabilité employés, selon Pereira et Spink (1998, p. 23-24).



Les citoyens exigent beaucoup plus de l'État que l'État peut offrir. Dans ce cas, la fonction d'une administration publique efficace devient une valeur stratégique, réduisant l'écart qui sépare la demande sociale et la satisfaction de cette demande. L'objectif est de construire un État qui réponde aux besoins de ses citoyens; état démocratique, dans lequel il est possible pour les politiciens de surveiller le rendement des bureaucrates et ils sont tenus par la loi de rendre compte d'eux, et où les électeurs peuvent surveiller la performance des politiciens et ils sont également tenus par la loi de Compte.

Les auteurs susmentionnés déclarent que la crise bureaucratique de la gestion publique brésilienne est née du régime militaire, face au patrimonisme qui a empêché la consolidation d'une bureaucratie professionnelle recrutant des gestionnaires par l'intermédiaire de sociétés d'État. La Magna Carta de 1988 a dénigré les nouvelles lignes directrices de l'administration publique.

Les électeurs et, plus largement, la société brésilienne, ont révélé en ce moment un incroyable manque de capacité à voir le nouveau. Ils se sont rendu compte seulement que l'administration bureaucratique classique, qui avait commencé à être mise en œuvre dans le pays dans les années 1930, n'avait pas été entièrement établie. Ils ont vu que l'État avait adopté des stratégies de décentralisation - les municipalités et les fondations publiques - qui ne correspondaient pas au modèle bureaucratique-professionnel classique. Ils ont remarqué que cette décentralisation avait ouvert un espace pour le clientélisme, en particulier dans les États et les municipalités - clientélisme qui avait augmenté après la redémocratisation. Ils ne se sont toutefois pas rendu compte que les formes plus décentralisées et flexibles de l'administration, que le décret-loi no 200/1967 avait consacrées, étaient une réponse à la nécessité pour l'État de gérer efficacement les entreprises et les services sociaux. Et ils ont décidé d'achever la révolution bureaucratique avant de penser aux principes de l'administration publique moderne. En agissant ainsi, ils



ont apparemment suivi une logique linéaire compatible avec l'idée qu'il faudrait d'abord compléter la révolution mécanique pour participer ensuite à la révolution électronique. (PEREIRA e SPINK, 1999, p.246).

De nombreux spécialistes des sciences politiques définissent l'importance d'adopter, par la machine publique de l'État, l'efficacité du secteur privé et l'utilisation de concepts tels que la qualité et l'agilité dans la prestation de leurs services. Dans ce contexte, les actions vont de la privatisation des organismes publics à l'adoption d'une méthode d'administration hybride, soutenue par Ferlie et coll. (1999).

Selon Ferlie et coll. (1999), la méthode hybride suggérée n'est ni fiable ni logique, mais elle pourrait fonctionner en observant deux éléments : la perception de l'impôt et le marché privé.

Une analyse préparée par la Banque interaméricaine de développement - BID démontre le temps, l'argent et la productivité gaspillés face à la bureaucratie dans les pays d'Amérique latine. Le manque d'investissements sape la vitesse accrue des services publics. Les procédures en ligne prennent 74 % de moins que les procédures en personne pour compléter et générer un coût inférieur, en numérisant également les documents et en diminuant l'incidence de la corruption. « La moyenne pour une seule procédure est de 5,4 heures, mais certains pays peuvent avoir des appels qui prennent plus de 11 heures. » (BID, 2018, p.4)

Les procédures bureaucratiques sont difficiles dans la région : elles sont lentes, sensibles à la corruption et finissent par exclure les personnes ayant moins de ressources. Bon nombre d'entre eux sont encore en face-à-face et comportent des documents papier. Les citoyens perdent du temps à aller de compteur en comptoir et, dans de nombreux cas, finissent par payer des pots-de-vin aux serveurs. Les entreprises perdent des heures productives et, avec elles, une partie de leur compétitivité. L'Etat est perdu au milieu de procédures complexes et manuelles et ne peut pas relier les politiques publiques aux bénéficiaires visés (BID, 2018, p.2)



Les frais de soins en personne coûtent jusqu'à 40 fois plus cher qu'un service informatisé au gouvernement. Le Brésil est l'un des pays qui utilise des technologies plus innovantes dans le secteur public. Malheureusement, il ne suffit toujours pas d'atteindre l'Union européenne, par exemple, qui compte 81 % des services informatisés. En ce qui concerne la qualité, dans les pays latins, elle est bien inférieure à ce qui est attendu. Seulement la moitié des procédures sont résolues en une seule interaction avec l'organisme public et 25 % d'entre elles nécessitent trois interactions ou plus, ce qui génère un coût élevé lors de l'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé, le paiement des impôts et l'obtention d'un certificat de naissance (FERRARI, 2018)

Dans ce contexte, "le Brésil a besoin en moyenne de 5,4 heures pour résoudre les procédures bureaucratiques" (BID, 2018. p.4). L'idéologie antagoniste que l'État doit fonctionner comme une société privée dans la fourniture de services sont Osborne et Gaebler. Les auteurs soulignent les divergences entre les institutions publiques et privées, ce qui est conforme à l'utilisation d'une méthode unique d'administration.

Le gouvernement est démocratique et ouvert; leurs mouvements sont donc plus lents que ceux des entreprises, dont les administrateurs peuvent prendre des décisions rapides à huis clos. La mission fondamentale du gouvernement est de « faire le bien », ce n'est pas « faire de l'argent ». [...]. Ces différences aboutissent à une conclusion: on ne peut pas gouverner comme qui dirige une entreprise, bien qu'il existe certainement de nombreuses similitudes entre les deux activités. (OSBORNE e GAEBLER, 1994, p.22).

Ces auteurs affirment que toute institution, publique ou privée, peut entreprendre ou être bureaucratique. Au Brésil, les entités publiques sont extrêmement bureaucratiques, ce qui rend les procédures administratives longues, réduit la productivité et augmente la corruption (LAH-Z, 2003).

Dans une enquête menée par la Banque mondiale dans 133 pays sur la bureaucratie gouvernementale et ses effets sur l'économie, il précise que le temps est un facteur



plus pertinent que les coûts. Selon Rita Ramalho, directrice de la Banque mondiale, « le temps perdu avec la bureaucratie coûte au Brésil plus que les impôts. Une simplification du régime fiscal actuel pour faciliter la vie du contribuable » (LIMA, 2017)

Dans un classement de pondération, le Brésil est considéré comme l'un des plus bureaucratiques, ce qui prend 80 jours pour l'avancement de l'ensemble du processus.

couvre l'analyse historique de l'État moderne et fait valoir:

Il y a la modernisation, on ne peut pas nier, mais c'est une modernisation dite conservatrice. C'est celle que L'armée a faite, ce que l'armée a également fait, une modernisation qui vient d'en haut, où l'État est extrêmement puissant. Dans le cas actuel du Brésil, comme dans le monde entier, aussi, ce qui est en jeu est cette réinitialisation de l'État. C'est un État qui doit être reconstruit parallèlement à la construction solide d'une société. Dans le cas spécifique du Brésil, l'État doit être reconstruit, mais il est clair que nous devons de toute urgence construire une société. Ne voulant pas être pessimiste, cela ne se produira pas dans un laissez-passer magique, il ne s'est pas produit ou ne se produit nulle part dans le monde; et c'est bien que ça n'arrive pas, parce que si ça arrive, c'est un château de sable qui va s'effondrer à tout moment. Mais il est nécessaire de construire cette société, même si cela prend un certain temps, il n'a pas d'importance[...] . (PINHO, 2001p. 37)

Caio Marini (2003) dans son ouvrage "Gestion publique: débat contemporain" traite de la durabilité dans la voie de la modernisation administrative de l'Etat et élucide:

[...] le débat contemporain sur les q[...]uestions de gestion publique semble réaffirmer certains des principes fondamentaux de l'ordre du jour actuel, tels que : l'orientation citoyenne, la transparence, le contrôle social, la sensibilisation à la responsabilité fiscale, l'orientation des gestion des résultats, de l'éthique et de la professionnalisation du fonctionnaire. Le grand défi consiste à assurer l'irréversibilité du



processus de transformation par le renforcement des initiatives réussies et le réalignement nécessaire à l'incorporation de thèmes émergents. (MARINI, 2003, p.82).

Selon Roesler (2017), les organisations publiques ne fonctionnent pas parce qu'elles ne répondent pas aux revendications néolibérales. Le Pouvoir exécutif et le Congrès national ont travaillé ensemble pour essayer de mettre en œuvre des réformes qui favorisent le capital financier sans prêter attention aux intérêts et aux besoins de la population. Toujours selon le magistrat, les réformes sont un revers dans plusieurs aspects et complète: "L'horizon législatif est de promouvoir plus de revers sociaux par des "réformes" qui portent atteinte à la dignité du citoyen brésilien." (ROESLER, 2017).

La perspective néolibérale détermine que tout peut être privatisé, ce qui s'est produit avec plusieurs entreprises publiques et le patrimoine du pays. Face à la magistrature, le magistrat signale aujourd'hui l'indécision des juges qui appliquent une "justice alternative" au détriment de la Constitution fédérale et que le parquet agit de manière sélective sous prétexte de lutter contre la corruption et de sécurité publique (ROESLER, 2017)

Il est noté, en résumé, que la dégradation de l'image des organismes publics n'est pas un problème actuel, mais qu'elle persiste et augmente face aux politiques gouvernementales en matière de prestations. Cette méthodologie a fait en compte une réputation négative pour les gouvernements et les gouvernements. Ce scénario nuit aux hommes sérieux et honnêtes qui entrent en politique afin de changer la situation progressivement. Voici la déséducation de la population, qui ne peut pas différencier l'éthique de l'éthique.

3. LE THÉÂTRE ET LE DROIT

Il est considéré comme une espèce artistique, et l'art comme un mouvement autosuffisant, lié au plaisir et à la réflexion. La tragédie, depuis le début des temps, a le caractère du rituel civique comme un rassemblement social qui a dénoté la vie publique de l'Athénien pâlis au 5ème siècle.



Face à une analyse sélective axée sur la compréhension, il est possible de mettre en avant certains moyens de corrélation, l'expérience juridique des tribunaux athéniens. Il faut récupérer deux catégories : les processus élaborés et les sujets insérés dans les pièces. En ce qui concerne la procédure, il existe une analogie entre les moyens trouvés pour assurer l'exécution des tragédies et les actions procédurales des tribunaux athéniens.

Selon Roland Barthes (1990), il est essentiel de souligner drastiquement le caractère civil du théâtre grec, surtout de la tragédie, puisque c'est la ville qui lui a fourni son essence. Selon Barthes (1990), la description de la tragédie en tant que complément de la dynamique de la pâlís se produit.

Les tragédies étaient toutes des commémorations pour louer le dieu Dionysos et le théâtre était destiné à l'adoration. Pour décider quel groupe présenterait la tragédie dans les célébrations a été fait un concours, où l'archonde, officier de la pilis, était chargé de préparer les acteurs en face d'un groupe de jurés qui ont décidé, après la mise en scène qui agirait dans l'hommage.

La chorégraphie était un mécénat attribué par les citoyens fortunés pour monter des tragédies. Après la décision de la concurrence, l'archonde, il a désigné coregos. Compléments (BARTHES, 1990, p.71) "Les frais financiers étaient lourds: c'était à corego de louer la salle de répétition, de payer l'équipement, de fournir des boissons aux artistes, de payer la rémunération quotidienne des artistes".

Théôricon était une sorte de soutien fourni par pâlís. Les représentations étaient à l'origine gratuites, cependant, le nombre de téléspectateurs a progressivement augmenté. Dans ce contexte, deux obolos par jour de barthes show (1990) ont commencé à être facturés. Toutes ces procédures de choix, de parrainage et d'assistance à la pièce représentent un contrôle direct des plyilis par l'intermédiaire de ses organisations et de ses représentants.

Parallèlement, une certaine conduite adoptée par les tribunaux athéniens au Ve siècle est vérifiée pour résoudre les demandes. La citoyenneté n'a été étendue qu'aux



hommes adultes libres nés dans la ville dans les familles athéniennes, ce qui a déterminé que les enfants, les femmes, les étrangers et les esclaves étaient automatiquement exclus. On observe que les tribunaux étaient exclusifs aux citoyens athéniens. De même, la règle était les pièces tragiques: les poètes et les acteurs étaient des citoyens athéniens.

Plusieurs éléments employés dans le concours de tragédie trouvent les procédures correspondantes dans les tribunaux. Helio, la principale cour athénienne, comme dans les appels d'offres, était composée de dix citoyens d'Athènes, avec un mandat annuel, dans une procédure menée par l'assemblée et préparée pour le procès par l'un des archers. (FINLEY, 1991)

Les procès ont été rendus publics et se sont déroulés dans un espace ouvert avec des présentations orales des deux parties, sans avocats ni procureurs, et la décision revenait aux citoyens présents. (LOPES, 2000)

Lorsque les institutions politiques athéniennes ont commencé à centraliser les discussions clés et les questions relatives à l'avenir de la *polis*, les citoyens ont commencé à s'inquiéter de l'aristocratie, les citoyens riches qui pouvaient assister aux entités tous les jours sans préjudice de leur rémunération. Pour universaliser la participation du peuple, Athènes a pris des mesures telles que la *mistophorie*, qui était similaire à *théoricon*: le travail quotidien a été payé aux citoyens pour assister aux sessions des organismes publics.

Contrôlé par la ville et exercé dans des lieux publics (SEGAL, 1994). Les deux ont été préparés par des magistrats de *pâlis*, n'avaient pas de tirage au sort pour composer le jury, étaient exclusifs aux citoyens, en plus du paiement pour la présence des classes moins favorisées, tel que déterminé par Vernant et Vidal-Naquet (1999).

Dans le concept de Barthes (1990), le but de l'agonie est de médiation impartiale des conflits. Par la tragédie, la ville elle-même s'interroge sur les valeurs civiques et anti-civiques. (VERNANT E VIDAL-NAQUET, 1999)



De même, la tragédie traite des dilemmes entourant la délibération, selon De Giorgi (2006). De tels dilemmes sont présentés au public et résolus sur scène, alors que la ville fait face à des délibérations en tout temps. La tragédie pose une question sur sa propre identité, face aux conflits, aux impasses et aux liens. Ledit auteur ajoute : « Les mythes présentés dans la tragédie ne reflètent pas déjà les valeurs traditionnelles d'une époque lointaine, idéalisée. Au contraire, ils deviennent le champ de bataille des luttes intérieures de la ville » (SEGAL, 1994, p. 195).

Il convient de noter qu'au cœur de l'intrigue tourne autour de la délibération. Des philosophes comme Goethe, Hegel et Lacan ont sauvé le désaccord du doute. (ROSENFELD, 2006). L'examen de la pièce englobe plusieurs dilemmes tels que : la rivalité entre la loi des dieux et la loi des hommes, soutenue par Creonte ; la séparation entre la civilisation et la nature; conflit politique, pour empêcher la poursuite du royaume de la dynastie de cadmeus. (ALMEIDA, 1997). Cette pièce présente un moment de transformation de la religiosité grecque elle-même et la réminiscence des récits mythologiques, favorisant un gouvernement basé sur des critères humains et la logique.

Il utilise des récits mythiques comme un outil pour externaliser les questions essentielles de la politique et du droit. Selon Rosenfield (2006), les principales entités de la polyis démocratie.

L'enseignement du droit est plein d'habitudes et prosaïques, tels que le bizutage, la surveillance, la simulation de la cour de jury, entre autres. La frontière entre le droit et le théâtre est dans la mise en scène. Alors que le théâtre expose des questions de droit, principalement axées sur les droits de l'homme, les techniques des arts de la scène sont des outils pédagogiques pour aider à la débrouillardise du futur baccalauréat en droit.

Dans le domaine du droit pénal, c'est lorsque le célibataire reconnaît le plus le théâtre, parce qu'il y a la simulation de jugements tels que les tribunaux du jury, d'exercer les techniques de rétorque juridique, qui englobe l'oratoire, l'intonation, l'expression



faciale et le mouvement dans l'espace, qui ressemblent à des techniques de mise en scène théâtrale.

Le scénario écrit par l'acteur Thiago Scalia en collaboration avec le juge Henrique Macedo de Oliveira en 2002 fait référence à l'ère dictatoriale commandée par Getílio Vargas entre 1930 et 1945. La pièce visait à mettre l'accent sur les violations des droits de l'homme.

Présidée par Katia Bizzinoto en 2014, la Commission de la culture, actrice et directrice de théâtre est née, dans le but d'élargir les efforts visant à établir les droits culturels entre les droits fondamentaux brésiliens, à travers les lignes directrices suivantes: contribution à la formation de la citoyenneté culturelle; promouvoir des activités axées sur des thèmes culturels; de coopérer et d'influencer les projets de lois à des fins culturelles et de permettre des échanges entre l'art et le droit.

A Rio de Janeiro, l'établissement d'enseignement fédéral, par le biais d'incitations et de partenariats, a le programme Jurisdrama qui vise à sensibiliser et à défendre les droits individuels et collectifs, une action qui, à travers des cours et des représentations théâtrales, englobe la réflexion questions juridiques, sociales et économiques, répondant aux exigences de l'extension universitaire, fondées sur l'enseignement et la recherche.

CONCLUSION

La loi et le théâtre sont en parallèle depuis le Ve siècle, lorsque les hommages au Dieu Dionysos, dieu de la joie, de la fertilité et de la dissimulation ont été salués par des chants et des mises en scène. De telles représentations ont transapparu le caractère du jugement employé dans les tribunaux à travers leurs histoires, permettant aux gens d'exprimer leur opinion sur les affaires communautaires.

Il y avait des concours pour le choix des groupes qui se présenteraient dans les célébrations, ainsi que le conseil qui jugerait une certaine demande. Entre autres caractéristiques, le théâtre représentait le caractère social de certaines situations



analysant les lois comme étant justes ou injustes et observant les droits de l'homme. Actuellement, l'enseignement de certaines techniques des arts de la scène est introduit dans un établissement d'enseignement supérieur de plus en plus, donc l'expérience de l'étudiant dans sa future profession permettant sa performance dans les simulations de la cour de jury, par exemple, en plus d'autres actions qui, à travers le théâtre cherchent à élucider les questions juridiques, Couvrant l'analyse, il ya le film "The Breakdown of Time", un film qui dépeint la réalité de nombreuses charges publiques.

La crise à laquelle est confronté l'État et la crédibilité de ceux qui gèrent diverses organisations publiques ont nécessité une reconstruction interne pour assurer la propriété des contrats, en plus d'aider à la coordination économique sur le marché et de réduire les inégalités Sociale.

À partir de là, les entités publiques ont été analysées, en se concentrant sur les fondations et ont cherché à examiner le Plan de réforme de l'État, mis en place en 1995. La direction publique brésilienne a subi d'importantes transformations au cours de la dernière décennie en quête d'une plus grande efficacité des services publics. L'approche du plan de réforme vise à rendre la machine de l'État plus rapide, flexible et prête à répondre aux besoins sociaux avec un défi de gestion. La fonction principale de ce plan est de présenter les principes de base de manière à ce que les objectifs d'élargissement de la gouvernance de l'État limitent l'action de l'État aux fonctions qui sont leur propre passage de l'Union aux activités locales des municipalités, et transfert partiel de l'Union vers les États, les activités régionales peuvent être pleinement établies.

La réforme du secteur public à la recherche de la qualité dans la fourniture de services a proposé la décentralisation de certaines organisations publiques et pour mettre en œuvre cette déconcentration, des changements étaient nécessaires dans l'exécution des activités menées par les serveurs Public. Parmi les lignes directrices qui ont guidé les objectifs déterminés par la réforme, il y a la réorganisation des entités publiques et un changement de normes. Cette proposition vise à redéfinir les omissions et les



actions de l'État et à apporter des changements significatifs dans la gestion des entités publiques, selon Silva et Fadul (2010).

La crise à laquelle est confronté l'État et la crédibilité de ceux qui gèrent diverses organisations publiques ont nécessité une reconstruction interne pour assurer la propriété des contrats, en plus d'aider à la coordination économique sur le marché et de réduire les inégalités Sociales. La mondialisation a rendu pertinent la redéfinition des services publics. À l'intérieur, l'incorporation mondiale des marchés et des modes de production, les États avaient comme objectif de base la sauvegarde de leurs économies de concurrence internationale. Après le processus de mondialisation, l'État ne pouvait pas maintenir cette position, mais adopter un système économique interne fort qui le rend compétitif sur le plan international.

Première réforme administrative, fondée sur le mérite professionnel. Une gestion publique bureaucratique a été établie pour remplacer la gestion patrimonialiste, qui caractérisait les monarchies absolues, qui ne différenciaient pas la limite. Dans ce modèle d'administration, l'État était la propriété du roi, ainsi que le népotisme et la corruption était commun.

Ce type de gestion est antagoniste, il est impératif que le capitalisme sépare l'Etat et le marché et la démocratie n'existe que lorsque la société civile se différencie de l'Etat et, en même temps, la contrôle. Il était nécessaire d'élaborer une forme administrative impartiale, dans ce contexte se pose à la gestion bureaucratique moderne.

Peu à peu, les fondements de la nouvelle administration publique ont été la conception de la base de la décentralisation politique, avec le transfert de ressources et de prérogatives vers les zones politiques régionales et locales; la décentralisation administrative, par l'attribution d'un pouvoir à des gestionnaires publics transformés en gestionnaires autonomes; entités avec des hiérarchies plus petites; en supposant une confiance limitée; et l'évaluation par les résultats.

La réforme instituée par le décret-loi 200/67 était un effort pour surmonter la rigidité bureaucratique, et peut être considérée comme la première gestion au Brésil. Le



noyau visait à la décentralisation face à l'autonomie de la gestion indirecte. L'organisation, le budget, la déconcentration et l'évaluation des résultats ont été établis comme base de la rationalité administrative.

Dans les bases décentralisées, les employés celetistas ont été utilisés, subordonnés au système de passation de marchés privés. La période a favorisé l'expansion des sociétés ouvertes. La flexibilité de sa gestion a été recherchée pour être une plus grande efficacité des pratiques économiques de l'État, et le renforcement du pacte politique entre l'État, la bureaucratie des technologies civiles et militaires, et le secteur des affaires.

Ce décret a eu deux résultats inattendus. En consentant à l'embauche d'employés sans appel d'offres public, elle a facilité le maintien des pratiques patrimonialistes et n'a pas tenu de concours ou de plans de carrière. Le centre stratégique de l'Etat a été utilisé, favorisé l'embauche des niveaux élevés de gestion par le biais des sociétés d'État. La tentative de réforme créée par le décret-loi 200 a échoué. Dans les années 1970, la crise du régime militaire aggrave encore le paysage de la gestion publique, tandis que la bureaucratie d'État est reconnue avec le modèle autoritaire dans le processus de dégénérescence.

La transition démocratique de 1985 n'a pas présenté d'horizon favorable aux réformes des machines d'État. Au contraire, cela signifiait un retour aux idéologies bureaucratiques précédentes dans la sphère administrative, tandis que dans la sphère politique, il représentait un retour au populisme. Au début du régime démocratique, la crise budgétaire et l'intervention économique ont été ignorées, le système d'échange d'importations a été maintenu et les salaires et les dépenses publiques ont augmenté, facteurs qui ont conduit à l'échec du plan Crusader. Par la suite, il y a eu une tentative d'ajustement budgétaire qui a été frustrée par le manque de soutien de la société brésilienne. Dans le même temps, la coalition politique conservatrice au Congrès a établi une politique populiste et patrimoniale.

La Constitution de 1988 est la conséquence de ces mouvements contradictoires. La Magna Carta est une réponse au populisme qui remonte à la démocratie, ainsi que la



réalisation des fondements de la gestion publique archaïque et bureaucratique avec une gestion publique centralisée, hiérarchique et inflexible. La société et les mandants ont présenté un manque de capacité d'innovation, car ils n'ont pas remarqué les modèles décentralisés et flexibles consacrés par le décret-loi 200 en raison d'une gestion efficace de l'État.

Le revers bureaucratique apporté par la Constitution de 1988 était une attitude de résistance au clientélisme qui sévissait le pays à l'époque, mais qui ratifiait aussi les privilèges corporatistes et patrimonialistes opposés à l'éthique bureaucratique. Ces éléments ont favorisé la dégradation de la gestion publique au Brésil, bien que la compétence et l'honnêteté des administrateurs publics brésiliens soient notoires.

L'instabilité fiscale et interventionniste est née de 1987. Ce n'est qu'avec l'hyperinflation pendant le terme de José Sarney que la société a réalisé la gravité de la crise, en citant des mesures, dans la négociation de l'égalisation de l'économie, l'attention du gouvernement de Fernando Collor a gagné, dans cette période troublée se produit à l'ouverture commerciale, avec Privatisation. Les ajustements budgétaires acquièrent des lignes directrices permanentes et le pays obtient une large annulation de la dette publique intérieure.

Dans le contexte de la gestion publique, les réformes ont pris une autre direction. Cet échec est principalement dû à la tentative maladroite de réduire la machine de l'État, disculpant les fonctionnaires et fermant les organes, sans se réoccuper de la légalité des mesures. Il y a eu une réduction des salaires des serveurs et la désorganisation de la structure bureaucratique existante, déshonorant les fonctionnaires, reconnu par le corporatisme (protection des intérêts dans un groupe comme s'il représentait les intérêts de la nation).

Le gouvernement Itamar, (post-impeachment), avec la mission difficile, face à un scénario, de récession, discrédit, manque de confiance dans le gouvernement, (interne et externe), subissant les conséquences, d'une gestion inefficace. Au cours de sa première année, elle avait la capacité technique de l'équipe économique du ministère des Finances à l'époque, ainsi que la volonté de rééquilibrer les comptes



publics et les fiducies de marché et les personnes. Ainsi, les actions basées sur des études scientifiques commencent, a causé l'origine de la carrière des gestionnaires publics, qui se sont spécialisés dans les politiques publiques et la gestion du gouvernement.

La fonction publique est devenue plus inefficace, plus coûteuse et autonome. La scission a été préparée non seulement par le modèle patrimonialiste, mais aussi par l'imposition d'un système juridique unifié, avec l'exonération des céletistes et l'affirmation constitutionnelle d'un modèle de stabilité rigide, où l'évaluation de performance du serveur Cette stabilité du fonctionnalisme public est un aspect inhérent à la gestion bureaucratique et a été établie afin de protéger les fonctionnaires et l'État lui-même. Au Brésil, pendant la période impériale, quand un gouvernement a été déposé, de nombreux fonctionnaires de confiance, en plus d'autres gens ordinaires ont perdu leurs positions.

La stabilité, cependant, a un coût, empêchant l'adaptation du cadre serveur aux vrais besoins du service. D'autre part, il a été impossible d'introduire un régime de gestion publique efficace fondé sur un modèle d'incitations et de sanctions.

Trois facteurs pertinents ont été abordés qui influencent la dégradation de l'image des institutions publiques, tels que la corruption, la culture brésilienne et l'inefficacité managériale.

L'éducation brésilienne a toujours été précaire, puisqu'elle visait le diplôme et non la connaissance. La culture des Indiens et des Noirs était restrictive et ceux-ci n'étaient pas autorisés à apprendre, cette divergence entre l'abstraction politique avancée et le retard de l'environnement, a démontré le point de désorientation culturelle inhérente aux peuples avec des antécédents coloniaux.

Au milieu du XXI^e siècle, le Brésil a un taux d'analphabétisme de 7 % chez les personnes âgées de 15 ans ou plus, selon les données de l'IBGE (OLIVEIRA, 2018). Un indice encore loin de ceux présentés par les pays développés et certains en développement. Le panorama de la déséducation de la population brésilienne



empêche une plus grande ingérence dans les délibérations du système, mais la société se réveille progressivement, peut-être par l'avènement d'Internet ou par la fatigue face au déséquilibre éducatif.

La corruption est l'une des questions les plus commentées aujourd'hui et est considérée par les chercheurs comme une question morale et éthique. Bezerra (1995) conceptualise la corruption comme un « phénomène de nature structurelle, enraciné dans notre formation sociale, nos habitudes et nos coutumes ». Selon ledit auteur, afin de résoudre le problème, des normes morales plus strictes et plus éthiques devraient être établies. D'un point de vue sociologique, il est impératif d'examiner qu'en bénéficiant de principes moraux comme base de ce phénomène, les débats sur les conditions sociales qui contribuent à la subsistance et au renouvellement de la corruption dans le pays sont abandonnés. (BEZERRA, 1995). Pour changer ce panel, l'action de toute la société dans la confrontation contre la corruption est très pertinente. L'effort social constant et la condamnation des corrupteurs peuvent apporter des changements majeurs pour réduire, voire éradiquer la corruption dans le pays (STUKART, 1988).

En ce qui concerne l'inefficacité de la gestion, il convient de mentionner que les méthodes de gestion doivent établir des valeurs importantes telles que la productivité et la responsabilité de qualité. Comme on l'a vu plus tôt, la crise bureaucratique de la gestion publique brésilienne est née du régime militaire, face au patrimonisme qui a permis le recrutement de cadres par l'intermédiaire de sociétés d'État. Il existe des divergences entre l'emploi par la machine publique de l'État du système d'administration hybride, c'est-à-dire les entités qui fournissent des services avec le soutien de la perception de l'impôt, mais aussi avec le parrainage privé. À cela s'ajoute la bureaucratie qui implique les organismes publics. Le manque d'investissements dans la technologie nuit à une vitesse accrue dans les services publics, puisque les procédures en ligne prennent 74 % de moins que les procédures en face-à-face pour être terminées et générer un coût moins élevé.

Une brève analogie entre le théâtre, ses personnages et les institutions publiques. Les organismes publics sont des parties sans script défini, puisque les politiques établies



changent leurs opérations. A la recherche du public, les acteurs tentent de faire de leur mieux, mais sont empêchés par des problèmes d'infrastructure, puisque l'augmentation de la vitesse dans le fonctionnalisme est confronté à la bureaucratie qui entrave les utilisateurs. D'autre part, le réalisateur se retrouve les mains liées comme il devrait s'incliner devant les sponsors. L'inefficacité managériale est également une conséquence des politiques mises en place par l'Etat et de toutes les procédures auxquelles le chef d'une institution publique est confronté pour obtenir de meilleures conditions de travail ou de revenus.

La chose la plus importante est que cette pièce doit être maintenue sur l'affichage, avec un script défini, des acteurs bons et efficaces, avec le parrainage constant et les spectateurs satisfaits, indépendamment du temps.

RÉFÉRENCES

ADMIN. **Fundações Públicas e Privadas: Equiparação: Inconstitucionalidade.** 2008. Disponível em:< <http://www.altosestudos.com.br/?p=41230>>. Acesso em: 06 dez 2019.

ALMEIDA, G; VIEIRA, T. **Três tragédias gregas: Antígona, Prometeu prisioneiro e Ajax.** São Paulo: Perspectiva. 1997

ANDRADE, Regis de Castro. **Estrutura e organização do Poder Executivo frente à opção pelo sistema de governo: Estrutura da Administração Pública e gestão de recursos humanos em quatro países parlamentaristas da Europa: França, Grã-Bretanha, Espanha e Itália.** São Paulo: Cedec, 1993.

ANDRADE, Regis de Castro; JACCOUD, L. **Estrutura e organização do poder Executivo.** Brasília: ENAP/SAF, vol. I. 1993

ARAGÃO, Cecilia Vescovi de. **Burocracia, eficiência e modelos de gestão pública: um ensaio.** 1997. Disponível em:< [http://www.bresserpereira.org.br/Documents/MARE/Terceiros-Papers/97-Arag%C3%A3o,CVescovide48\(3\).pdf](http://www.bresserpereira.org.br/Documents/MARE/Terceiros-Papers/97-Arag%C3%A3o,CVescovide48(3).pdf)>. Acesso em: 06 dez 2019.



BARTHES, R. **O teatro grego**. In. O óbvio e o obtuso – ensaios críticos III. Trad. Léa Novaes. Rio de Janeiro: Nova Fronteira. 1990

BEZERRA, Marcos Otávio. **Corrupção: um estudo sobre poder público e relações pessoais no Brasil**. Rio de Janeiro: Relume Dumará, 1995.

BID (Banco Interamericano de Desenvolvimento) e OCDE (Organização para a Cooperação e Desenvolvimento Econômico). 2016. *Government at a Glance 2017*. Paris: OCDE. Disponível em: http://dx.doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en.. Acesso em: 06 dez 2019

BOBBIO, Norberto. **A era dos direitos**. Rio de Janeiro: Campus, 1992.

BRASIL. **Constituição da República Federativa do Brasil**, 1988. Disponível em: <https://www2.senado.leg.br/bdsf/bitstream/handle/id/518231/CF88_Livro_EC91_2016.pdf>. Acesso em: 06 dez 2019.

BRASIL. **Decreto lei 200/67**. Disponível em: <<https://presrepublica.jusbrasil.com.br/legislacao/104099/decreto-lei-200-67>>. Acesso em: 06 dez 2019.

BRASIL. **Plano Diretor da Reforma do Aparelho do Estado**. Brasília: 1995. Disponível em: <<http://www.biblioteca.presidencia.gov.br/publicacoes-oficiais/catalogo/fhc/plano-diretor-da-reforma-do-aparelho-do-estado-1995.pdf>>. Acesso em: 06 dez 2019.

BRASIL. **Burocracia e Políticas Públicas no Brasil: interseções analíticas**. Brasília, 2018. Disponível em: <http://repositorio.enap.gov.br/bitstream/1/3247/1/livro_Burocracia%20e%20pol%C3%ADticas%20p%C3%ABlicas%20no%20Brasil%20-%20interse%C3%A7%C3%B5es%20anal%C3%ADticas.pdf>. Acesso em: 06 dez 2019.



BRASIL. **Jurisdrama**. Disponível em: < <http://www.jurisdrama.ufrj.br/>>. Acesso em: 06 dez 2019.

CALEGARI, Luiza. **Percepção de corrupção no Brasil é a pior em cinco anos**. Revista Exame. Disponível em: < <https://exame.abril.com.br/brasil/percepcao-de-corrupcao-no-brasil-e-a-pior-em-cinco-anos/>> Acesso em 06 dez. 2018.

CARVALHO FILHO, José dos Santos. **Manual de Direito Administrativo**. Rio de Janeiro: Lumen Juris 21ªed. 2009

CARVALHO, Virginia Donizete de; OLIVEIRA, Thais Aluxe de; SILVA, Daniele Cristhiane da. **Valores organizacionais em instituições públicas brasileiras: percepções dos servidores em diferentes posições hierárquicas e tipos de entidade da administração indireta**. 2013. Disponível em:< <http://www.scielo.br/pdf/ram/v14n5/04.pdf> >. Acesso em: 06 dez 2019.

DE GIORGI, R. **Direito, tempo e memória**. Trad. Guilherme Leite Gonçalves. São Paulo: Quartier Latin, 2006.

DINIZ, Gustavo Saad. **Direito das Fundações Privadas – Teoria Geral e Exercício das Atividades Econômicas**. 2. ed. Porto Alegre: Síntese, 2003.

FERLIE, Ewan; ASBURNER, Lynn; FITZGERALD, Louise; PETTINGREW, Andrew. **A nova administração pública em ação**. Trad. Sara Rejane de Freitas Oliveira. Brasília: ENAP, 1999.

FERRARI, Hamilton. Correio Braziliense. **Burocracia: setor público leva 5,5 horas para realizar único procedimento** 2018. Disponível em: <https://www.correiobraziliense.com.br/app/noticia/economia/2018/06/11/internas_economia,687669/burocracia-setor-publico-leva-5-5-horas-para-realizar-unico-procedime.shtml>. Acesso em: 06 dez 2019.

FINLEY, M.I. **Aspectos da Antiguidade**. Trad. Marcelo Cipolla. São Paulo: Martins Fontes, 1991.



JUSTEN FILHO, Marçal. **Curso de Direito Administrativo**. São Paulo: Saraiva, 2008.

LAHÓZ, André. **Liberem o Crescimento**. Revista EXAME, São Paulo, nº 23, ano 37, ed. 805, 2003.

LIMA, Luís. **Tempo perdido com burocracia custa mais ao Brasil que impostos, diz diretora do Banco Mundial**. 2017. Disponível em: <<https://epoca.globo.com/economia/noticia/2017/09/custo-do-tempo-pesa-mais-que-o-financeiro-diz-diretora-do-banco-mundial-sobre-burocracia-brasileira.html>>. Acesso em: 06 dez 2019.

LOPES, J.R. Lima **O direito na história: lições introdutórias**. São Paulo: Max Limonad. 2000

MARINI, Caio. **Gestão Pública: O Debate Contemporâneo**. Cadernos da Fundação Luís Eduardo Magalhães. nº 07. Salvador: Fundação Luís Eduardo Magalhães, 2003.

MAZILLI, Johnny. Revista Planeta. **O que é que a Coreia tem?** 2011. Disponível em: <<https://www.revistaplaneta.com.br/o-que-e-que-coreia-tem/>>. Acesso em: 06 dez 2019.

MENDONÇA, Saulo Bichara. **Quimera da eficiência no serviço público desestruturado**. 2017. Disponível em: <https://professorsaulo.jusbrasil.com.br/artigos/457823003/quimera-da-eficiencia-no-servico-publico-desestruturado?ref=topic_feed>. Acesso em: 06 dez 2019.

MONTEIRO, Carolina. Correio de Uberlândia. **Teatro ajuda futuros juristas na formação e cumpre papel social**. 2018. Disponível em: <<http://www.correiodeuberlandia.com.br/entretenimento/teatro-ajuda-futuros-juristas-na-formacao-e-cumpre-papel-social/>>. Acesso em: 06 dez 2019.



MOTTA, P. R. **A modernização da administração pública brasileira nos últimos 40 anos.** Revista de Administração Pública, v. 41, n. esp., p. 87-96, 2007.

MOTTA, F. C. P.; VASCONCELOS, I. F. G. **Teoria geral da administração.** 3. ed. São Paulo: Thomson Learning, 2006.

OLIVEIRA, Nielmar de. Agência Brasil. **IBGE: taxa de analfabetismo cai 0,2 ponto percentual em 2017.** 2018. Disponível em: <<http://agenciabrasil.ebc.com.br/economia/noticia/2018-05/ibge-taxa-de-analfabetismo-no-pais-cai-02-ponto-percentual-em-2017>>. Acesso em: 06 dez 2019.

OSBORNE, David; GAEBLER, Ted. **Reinventando o Governo.** Tradução Sérgio Bath e Ewandro Magalhães Júnior. Brasília: MH Comunicação, 1994.

PINHO, Antônio. **Evolução do Estado Moderno.** In: MACHADO, Geraldo et al. Gestão Pública: Desafios e Perspectivas. Cadernos da Fundação Luís Eduardo Magalhães. n 01. Salvador: Fundação Luís Eduardo Magalhães, 2001.

PEREIRA, Luiz Carlos Bresser. **Da administração Pública burocrática à gerencial.** **Revista do Serviço Público:** ENAP, ano 47, v. 120, 1996.

PEREIRA, Luiz Carlos; SPINK, P.K (Orgs.) **Reforma do Estado e Administração Pública Gerencial.** Ed. Rio de Janeiro: Fundação Getúlio Vargas, 1998.

PEREIRA, Luiz Carlos; SPINK, P. **Reforma do Estado e Administração Pública Gerencial.** 3. Ed. Rio de Janeiro: Fundação Getúlio Vargas, 1999.

PORTAL EDUCAÇÃO. **A História do Teatro no Brasil e no mundo.** Disponível em: <<https://www.portaleducacao.com.br/conteudo/artigos/direito/historia-do-teatro-no-brasil-e-no-mundo/50069>>. Acesso em: 06 dez 2019.

RAYOL, Paulo André Araújo. **Fundações públicas e privadas.** 2017. Disponível em: <<https://jus.com.br/artigos/59258/fundacoes-publicas-e-privadas> >. Acesso em: 06 dez 2019.



REALE, Miguel. **Filosofia do Direito**. 20. Ed. São Paulo: Saraiva. 2009

RIZZO, Sérgio. **Crítica: A Repartição do tempo**. 2018. Disponível em: <<https://oglobo.globo.com/rioshow/critica-reparticao-do-tempo-22349905#ixzz5PfxLOq4X>>. Acesso em: 06 dez 2019.

ROESLER, Átila da Rold Justificando. **As instituições Públicas não estão funcionando**. Disponível em: < <http://justificando.cartacapital.com.br/2017/12/13/as-instituicoes-publicas-nao-estao-funcionando/> > Acesso em: 06 dez 2019.

ROSENFELD, K.H. **Introdução, Comentários e notas**. In: Sófocles. *Antígona*. Trad. Lawrence Flores Pereira. Rio de Janeiro: Topbooks. 2006

SCHAUN, Raimundo. **Comunicação, Poder e Democracia**. São Paulo: IPCJE, 1986.

SEGAL, C. O ouvinte e o espectador. In: Vernant, J-P. (org.). *O homem grego*. Trad. Maria Jorge Vilar de Figueiredo. Lisboa: Editorial Presença. 1994

SENADO. Jus Brasil. **Ana Amélia defende fortalecimento de instituições públicas**. 2013. Disponível em:< <https://senado.jusbrasil.com.br/noticias/100486565/ana-amelia-defende-fortalecimento-de-instituicoes-publicas>>. Acesso em: 06 dez 2019.

SILVA, Camila Garcia da. Revista Liberdades. **O caso dos Irmãos Naves**. Disponível em:

<http://www.revistaliberdades.org.br/site/outrasEdicoes/outrasEdicoesExibir.php?rcon_id=58>. Acesso em: 06 dez 2019.

SILVA, L. P.; FADUL. **A produção científica sobre cultura organizacional em organizações públicas no período de 1997 a 2007: um convite à reflexão**. Revista de Administração Contemporânea, v. 14, n. 4, art. 5, p. 651-669, 2010.

SODRÉ, Nelson W. **Síntese de história da cultura brasileira**. 18ªed. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 1996.



STUKART, Herbert L. **Ética e Corrupção nas Empresas com Enfoque sobre Compras**. Salvador: ABAM – Associação Brasileira de Administração de Material. Caderno de Administração de Materiais. N° 05, 1988.

SUPREMO TRIBUNAL FEDERAL. **ADI 191-4**. Relatora Ministra Carmen Lúcia. Disponível< file:///C:/Users/CLIENTE/Downloads/STF%20-%20ADI%20n%C2%BA%20191%20RS%20(2).pdf > Acesso em.: 06 dez 2019.

TEIXEIRA, Glória. **Direito e Estudos Teatrais**. In: Teatro do Mundo. Universidade do Porto. 2018. Disponível em: <<http://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/10182.pdf>> Acesso em: 06 dez 2019.

VERNANT, J-P e VIDAL-NAQUET, P. **Mito e tragédia na Grécia antiga I e II**. Vv. trad. São Paulo: Perspectiva. 1999

Soumis : novembre 2019.

Approuvé : janvier 2020.